

Comment se nourrissent les enfants démunis? L'Association canadienne des banques alimentaires estimait, dans son bulletin *Hunger Count* de mars 1989, que les enfants sont deux fois plus susceptibles que les adultes de requérir une assistance alimentaire. Les enfants de moins de 18 ans constituaient 40 p. 100 des 378 000 personnes qui fréquentaient les banques alimentaires chaque mois (151 000 enfants).⁽²⁰⁾ Ces chiffres donnent à penser que beaucoup d'enfants pauvres sont mal nourris et que certains d'entre eux, contraints de sauter des repas ou de survivre avec des aliments élémentaires comme le riz, les pâtes et le pain, souffrent littéralement de faim.

Les facteurs de risque multiple, que l'on rencontre plus fréquemment chez les enfants démunis, et particulièrement ceux de familles rivées à la pauvreté dans des quartiers où la misère se concentre, sont fréquemment déclencheurs de problèmes sociaux à l'âge adulte. Diverses études ont montré⁽²¹⁾ le risque accru de déficit de poids à la naissance, de mauvaise alimentation, de troubles du développement, de difficultés scolaires, de délinquance juvénile et de sévices chez les enfants pauvres. Des recherches ont aussi fait la preuve que l'exposition comparativement plus élevée de ces enfants aux facteurs de risque multiple explique le lien entre la pauvreté pendant l'enfance et les problèmes de l'âge adulte, tels que chômage, maladie et invalidité physique et mentale, analphabétisme et délinquance.

On a rappelé au Comité que les enfants pauvres sont les fils et les filles d'adultes démunis et qu'on ne peut, de ce fait, isoler la pauvreté dans l'enfance de son contexte familial. Ce dénuement résulte en partie de la détérioration des conditions économiques des familles canadiennes. Des témoins ont indiqué au Comité que, contrairement à une idée répandue, la majorité des enfants pauvres vivent avec leurs deux parents, lesquels peuvent être petits salariés, chômeurs, sous-employés, malades ou handicapés. De nombreuses familles canadiennes ne seraient démunies qu'à cause de la présence de leurs enfants. Les hausses d'impôt et les réductions de prestations sociales ces dernières années, la pénurie de services de garde accessibles et bon marché, le peu d'instruction, le manque d'accès à la formation et au recyclage professionnel et le montant excessif des loyers: tous ces facteurs mettent quantité de familles à rude épreuve.

Plusieurs témoins ont évoqué le nombre croissant de familles à revenu faible et moyen qui ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Les auteurs de l'étude *Données de base sur la pauvreté* distinguent ainsi les «quasi-pauvres», dont le revenu n'est que de 10 à 20 p. 100 supérieur aux seuils de faible revenu de Statistique Canada et dont le niveau de vie n'est guère différent de celui des pauvres. Les recherches et témoignages de divers témoins indiquent qu'un bon nombre parmi ceux qui se maintiennent juste au-dessus du seuil de la pauvreté n'y parviennent que grâce à l'existence de deux salaires dans le ménage. Les familles monoparentales, privées d'un deuxième salaire, ne peuvent de ce fait éviter de plonger dans le dénuement.

⁽²⁰⁾ Hungerwatch Program, Association canadienne des banques alimentaires, *Canadian Hunger Count 1989*, Toronto, novembre 1989. Cette étude comportait des enquêtes spéciales effectuées par les banques alimentaires de 65 villes canadiennes, couvrant 907 programmes de restauration et de fourniture de nourriture d'urgence. Ces enquêtes ont permis le comptage direct des personnes recevant des bons de nourriture dans des régions comptant ensemble plus de la moitié de la population du pays.

⁽²¹⁾ S.K. Escalona, «Babies at Double Hazard: Early Development of Infants at Biological and Social Risk», *Pediatrics*, vol. 70, n° 5, novembre 1982; A.W. Myres et D. Kroetsh, «The Influence of Family Income on Food Consumption Patterns and Nutrient Intake in Canada», *The Canadian Journal of Public Health*, vol. 69, 1978; Direction des services à l'enfance, ministère des Services communautaires et sociaux de l'Ontario (avec l'assistance de David P. Ross), *Low Income and Child Development: A Case for Prevention Strategies*, A Background Paper for the Ontario Social Assistance Review, juin 1987; David Farrington, *Early Precursors of High Rate Offending*, communication à la conférence sur la délinquance de la famille, université Harvard, 1985; M.A. Strauss et R.J. Gelles, «Societal Change in Family Violence from 1975 to 1985 as Revealed in Two National Surveys», *Journal of Marriage and the Family*, vol. 48, 1986.